

## Propositions économiques et sociales de Macron : la révolution... vraiment ?



Alors que les propositions socio-économiques révélées par Emmanuel Macron aux militants de son mouvement En Marche ne brillent pas toutes par leur originalité, la notoriété de l'ancien ministre de l'Economie dans sa course à l'Elysée n'est pas sans poser certaines questions sur le rapport des Français à la politique.

Avec Rémi Bourgeot

Avec Nicolas  
Prissette

Avec Éric Verhaeghe

**Atlantico : Ce vendredi, Emmanuel Macron a dévoilé à ses militants une ébauche de programme économique et social, autour de plusieurs grands thèmes (investissement, travail, protection sociale, santé, Europe). Selon vous, les propositions mises en avant sont-elles vraiment originales et dignes de la "révolution" promises par l'ancien ministre de l'Économie ?**

**Rémi Bourgeot :** Le décalage entre la faiblesse des propositions d'Emmanuel Macron et la puissance de frappe médiatique dont il jouit illustre la gravité de la crise politique qui frappe la France. Son embryon d'approche économique est dans la droite ligne de celle de son père spirituel, François Hollande. Il ne faudrait pas confondre, à cet égard, trahison et révolution. Sous couvert de petites mesures « sociales-libérales », il propose en réalité une couche supplémentaire de complexité administrative.

Sa proposition consistant à maintenir les 35h en est un exemple frappant puisqu'il souhaiterait pour les « flexibiliser » introduire, sur la base d'accord de branches, des seuils de déclenchement des heures supplémentaires en fonction d'une multitude de facteurs liés à l'entreprise et au salarié... Non seulement éculé mais terriblement lourd administrativement. Par ailleurs, lorsqu'il propose une suppression des cotisations maladie et chômage financée par une augmentation de la CSG, il devrait prendre la peine d'expliquer ce qu'il y a de révolutionnaire dans ce mouvement comptable. On pourrait discuter de la pertinence de chaque mesure bien sûr, mais ce qui en ressort avant tout, c'est la croyance que la France souffrirait simplement d'un problème de « *fine-tuning* » micro-économique.

Même sur les sujets précis qu'ils évoquent il parvient à en rester à des généralités, notamment sur la retraite qui doit « refléter la réalité du travail effectué », la santé où il veut modifier la rémunération des médecins ou encore « donner plus d'autonomie aux acteurs locaux ». Sur l'investissement, il propose la suppression du CICE au profit de baisses des charges patronales ; ce qu'il avait par ailleurs déjà annoncé en 2015 lorsqu'il était ministre...

Il semble, au fond, proposer comme ébauche de programme présidentiel un méli-mélo de simili-lois Macron. Il ne parle guère de

---

l'économie française et de son positionnement industriel, du poids de la bureaucratie qu'il incarne et de la question de la compétitivité dans le monde réel de la zone euro. Il invoque à nouveau la fédéralisation de la zone euro, une sorte d'union de transferts dont personne outre-rhin ne veut entendre parler et qui n'aura jamais lieu. Il ne peut ne pas le savoir. Il évoque, par ailleurs, une position européenne face à la Chine et l'Inde (en capitalisant en fait sur le fait que Berlin se brouille déjà avec Pékin) mais jamais rien sur le rapport de force avec l'Allemagne elle-même... Il peut sembler abusif de se prétendre pro-européen tout en fuyant tous les sujets européens difficiles et en réduisant le débat à des ajustements comptables.

**Nicolas Prissette** : Le premier point à évoquer lorsqu'on regarde l'ensemble de ces propositions, c'est qu'on est toujours à ce stade dans les grandes lignes, les grands principes et les grandes intentions. Emmanuel Macron n'est pas encore rentré dans un détail très précis de ce qu'il voudrait faire. Il parle par exemple de retraite à la carte, mais on ne sait pas encore comment il compte concrètement mettre ça en œuvre. De même, l'investissement privé est l'un de ses domaines de prédilection depuis très longtemps, mais on ne connaît pas encore la mesure technique précise par laquelle cela passerait.

Dans sa façon d'aborder les choses, ce n'est pas tout à fait étonnant de ne pas avoir de détails techniques. En effet, ce qu'il appelle sa "révolution", c'est le fait de promouvoir un processus de décision qui implique la base. Emmanuel Macron a une approche très pragmatique des questions économiques et sociales et semble se méfier de décisions socio-économiques prises d'en haut et s'imposant au bas. Ce qu'il appelle "révolution", c'est donc une méthode plus participative d'élaboration des décisions. C'est sans doute pour cela qu'on n'aura pas nécessairement les détails techniques précis ou une rédaction d'articles de lois ou d'ordonnances, comme on a pu le voir chez d'autres candidats.

Une fois dit cela, il y a quand même des mesures pour lesquelles il est allé plus loin que la simple intention. Il y a évidemment la question du pouvoir d'achat avec la baisse des cotisations salariales, compensée par une hausse de la CSG. C'est un type de mesure qu'on a déjà vu, notamment du temps de Lionel Jospin et Dominique Strauss-Kahn il y a 15 ans. Dès son installation à Bercy, Dominique Strauss-Kahn avait fait baisser les taux de cotisation sur les salaires et basculer une partie des cotisations-maladie sur la CSG. Aujourd'hui, je pense qu'aucun autre candidat ne propose ça.

Sa proposition sur l'assurance-chômage est peut-être déjà plus "révolutionnaire", dans le sens où elle revient à écarter les partenaires sociaux de la gestion de l'assurance-chômage. L'État reprendrait en effet la main avec un financement basé sur l'impôt et non plus les cotisations. Cela impliquerait par ailleurs une négociation ou un conflit avec les syndicats et le patronat, gestionnaires du régime. Personne ne le dit clairement, mais il faudra *de facto* en passer par là.

En ce qui concerne l'Europe, la mise en place d'un budget européen et d'un ministre des Finances européen est aussi une idée qui traîne, pas révolutionnaire dans le sens où on l'a beaucoup entendue ces dernières années. D'un autre côté, personne n'est capable de la mettre en œuvre. S'il y parvenait, ce serait au moins une nouveauté structurelle, à défaut d'être une révolution.

Dans l'ensemble, si l'on prend les lignes directrices séparément, morceaux par morceaux et idées par idées, on n'est pas forcément surpris. Ce ne sont pas forcément des idées qu'on n'a jamais entendues. Ce qui est différent, c'est qu'Emmanuel Macron propose de le faire en tenant davantage compte de ce que peut dire la base. Il avait d'ailleurs essayé de le faire pour sa loi, notamment sur le travail le dimanche où il avait décidé d'intégrer au fur et à mesure des négociations enseignes par enseignes entre syndicats et dirigeants pour les modalités de mise en œuvre.

**A lire également sur notre site :** [Emmanuel Macron concocte son mix : Fillon-soft et Hollande-plus](#)

**Eric Verhaeghe** : D'abord, il faut dire qu'elles sont encore très parcellaires et incomplètes. On ne trahit même aucun secret en soutenant que, dans l'attaque du plat, Macron en est encore au gras et se trouve très loin de la viande ! Pour l'instant, Macron n'a produit aucun chiffrage sur son programme, ce qui laisse quand même perplexe. D'un côté, nous avons un discours sur la modernité, de l'autre une posture à l'ancienne où l'on empile les mesures sans savoir si elles sont financées ou faisables, et sans aucune analyse précise de leurs conditions de mise en place. Ce manque d'épaisseur pose tout de même un problème. A mon sens, il correspond bien à la démarche de Macron, qui cherche en permanence le discours qui plaira à ses auditeurs, sans se préoccuper de sa vraisemblance. On pourrait presque dire que Macron est le premier candidat de l'ère post-vérité. Peu importe si le programme est réaliste, si les affirmations qui le sous-tendent sont justes ou fausses, l'essentiel est qu'il plaise. Le reste n'est que détail futile. On peut prendre l'exemple de la retraite sans âge légal, qui est une bonne idée. Mais Macron n'explique absolument pas quel chemin il va suivre pour la mettre en place. Or, c'est une réforme qui se déploie sur 40 ans en Italie, et qui a essuyé quelques douloureux plâtres en Suède. Il faut redire que la première inspiration de cette réforme vient d'une meilleure maîtrise des finances publiques, et non d'une aspiration au bonheur individuel. Or, Macron, lorsqu'il parle de ce dispositif que d'autres pays industrialisés ont déjà testé, occulte totalement la dimension finances publiques. C'est quand même bizarre. C'est un peu comme s'il nous prenait pour des enfants incapables d'entendre les motivations de son programme.

**Peut-on considérer que le fort intérêt (médiatique, notamment) suscité par Emmanuel Macron s'explique en partie par le manque de personnalités véritablement novatrices et excitantes actuellement dans la vie politique française ? Peut-on dire qu'il incarne ainsi la projection d'une attente forte, d'un fantasme presque ?**

**Nicolas Prissette** : On pouvait le dire jusqu'au mois de septembre dernier. On entendait beaucoup la critique selon laquelle Emmanuel Macron était une bulle qui allait se dégonfler, était le candidat des médias, etc. Cette critique-là se heurte aujourd'hui au fait qu'il a maintenant un mouvement avec beaucoup d'adhérents (même si la comptabilité de ces adhérents est à prendre avec précaution puisqu'il ne s'agit pas de gens qui payent des cotisations, mais qui s'inscrivent sur Internet). Il arrive à remplir une salle de 10 000 personnes à Paris, ce qu'aucun candidat à la primaire de la droite n'a réussi à faire, et qu'aucune personnalité de gauche n'est

---

capable de faire aujourd'hui. Il s'est installé dans les intentions de vote à un niveau conséquent (autour de 15%, selon la grille de départ des candidats à la présidentielle). On ne peut donc plus dire que la candidature d'Emmanuel Macron est une bulle médiatique. Dire ça, c'est nier un phénomène réel dans l'opinion, même si cela ne veut pas dire que cela va durer et qu'il va devenir président de la République.

Pour aller un peu plus loin, sa notoriété s'explique bien sûr par le champ de ruines qu'a été et qu'est toujours la gauche et la majorité. Avec un François Hollande fort, il n'est pas sûr qu'Emmanuel Macron aurait disposé d'un espace politique et aurait pu prendre son envol comme il l'a fait. Sa notoriété se construit dans des circonstances où il y a un besoin très fort de l'opinion de nouvelles têtes, d'oxygène et de renouvellement. Son ascension politique nous parle donc de nous, en réalité...

**Rémi Bourgeot** : Macron symbolise la tentative de la bureaucratie française de présenter un visage moderne et de faire croire que sa mainmise sur l'économie est non seulement viable mais même libérale et capitaliste. Malgré les querelles et les trahisons, il faut voir une logique plus générale que celle liée à tel ou tel individu, aussi imbu de sa personne soit-il. Face au rejet massif qu'a suscité la figure de Hollande et face à la vague populiste, même les représentants de la bureaucratie en sont réduits à se présenter comme antisystèmes. Une profonde remise en cause économique se produit depuis 2008, sous diverses formes, au sein d'une large partie de l'élite aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Macron a très clairement fait comprendre au cours de son récent voyage à New York qu'il s'inscrivait pour sa part dans l'autarcie administrative française et ne comptait surtout pas raccrocher les wagons.

**Eric Verhaeghe** : La vie politique en France, en période de crise, est dominée par deux figures fantasmagoriques : celle du glaive et celle du bouclier. Le bouclier est généralement incarné par un vieillard chenu qui fait le dos rond pour le pays. Un Pétain avait très bien joué ce rôle en 1940... avant d'être remplacé par son rival historique en 1958 : Charles De Gaulle, devenu le bouclier de la République en phase de décolonisation somme toute assez mal vécue. En 1940, De Gaulle avait joué le rôle du glaive, du sauveur sorti de l'ombre. Dans ce casting, la France a connu des acteurs célèbres : Bonaparte, puis son neveu, Gambetta, en sont quelques exemples. Face aux bouleversements qui affectent le pays, apeuré par le terrorisme, ce besoin d'un glaive et d'un bouclier revient. Mais il est évident que le casting n'est pas satisfaisant. Juppé a tenté sa chance, mais n'a pas été retenu. On ne dira pas mieux de Macron dans le rôle du glaive. Il manque au personnage, qui est un officier d'état-major, un talent militaire à la Bonaparte, ou une solitude dans l'épreuve comme De Gaulle. Et c'est bien le problème de Macron : en dehors du microcosme parisien, ce qu'il incarne n'est plus dans l'air du temps, et l'aspiration au changement, à la rupture, qui existe dans la société française, constitue à ce stade un habit trop grand pour lui.

**Ce genre de propositions peuvent-elles faire mouche selon vous dans l'électorat français ? Alors qu'Emmanuel Macron ne sera probablement jamais jugé autant à gauche qu'un candidat socialiste (hormis peut-être Manuel Valls), ni autant libéral qu'un François Fillon, peut-il vraiment convaincre les Français que son programme ne repose pas que sur une image "marketing" ?**

**Nicolas Prissette** : Cela fait partie de sa stratégie de s'adresser à plusieurs types d'électorats en même temps. En observant la structure de ses intentions de vote, on constate qu'il est capable d'aller chercher les déçus de François Hollande tout comme un électeur de centre-droit. Sa notoriété s'est d'ailleurs beaucoup construite sur les sympathisants de droite, ce qui a inquiété en son temps Nicolas Sarkozy et qui inquiète François Fillon aujourd'hui. Il a cette capacité, avec un discours libéral mais pas seulement, à se faire entendre d'une partie de l'électorat de droite.

Dans sa démarche et sa philosophie, l'idée de dépasser les clivages est très prégnante. Il dit qu'il n'est pas socialiste mais qu'il vient de la gauche, il ne nie pas son origine partisane, mais il répète souvent qu'il veut aussi travailler avec des gens de droite. On retrouve dans ses propositions à la fois des éléments qui vont parler à la droite et à la gauche. À une époque, il semblait aller plus à droite (visite à Philippe de Villiers, négation de l'étiquette "socialiste"...). Il est davantage équilibré aujourd'hui.

Je prends deux exemples. À droite, l'électorat sera sans doute sensible à des idées libérales comme la négociation du temps de travail dans l'entreprise (même s'il n'est pas le seul à défendre cela). À gauche, les électeurs seront sans doute rassurés quand il explique que l'assurance-chômage doit pouvoir bénéficier à tout le monde, y compris à de nouvelles catégories qui ne sont pas concernées aujourd'hui. On retrouve l'idée de protection et celle de libéralisme économique. C'est avec ce type de propositions qu'il espère pouvoir conserver cet amalgame électoral entre la droite et la gauche.

**Rémi Bourgeot** : Macron est censé présenter une image apaisante tout en sécurisant les intérêts de la bureaucratie. C'est, au fond, exactement la stratégie suivie par Hollande en 2012. Cela reste vendeur auprès d'une partie de l'électorat, mais dans une certaine mesure seulement et à condition de changer de tête d'affiche à chaque fois. S'il parvenait à devenir président un jour, ce serait en jouant sur l'incompréhension de la situation économique dans un pays qui reste fermé intellectuellement. Par la suite, le retour à la réalité risquerait d'être très vite très brutal. Plus généralement, aucun candidat déclaré, qu'il soit pro ou anti-système, ne présente une véritable stratégie économique, en particulier face à l'unilatéralisme allemand ou à la relégation technologique dont souffre l'industrie française sous le coup de la bureaucratie. Ce qu'il y a d'extraordinaire chez Macron c'est l'enthousiasme, voire l'euphorie, qu'il met à être ultra-conformiste.

**Eric Verhaeghe** : De mon point de vue, Macron est une bulle médiatique. Sa popularité est portée par les médias subventionnés qui ne lésinent pas sur la quantité pour le mettre en avant. On est face aux phénomènes qui ont pourtant déjà fait l'objet de fortes sanctions dans les opinions publiques mondiales cette année : on l'a vu avec le soutien à Hillary Clinton, avec le soutien au Brexite. Les nomenklatura occidentales et leur presse officielle s'emballent pour des causes qui sont présentées comme les seules justes et honorables. Elles se livrent à un véritable matraquage quotidien pour tordre le bras des électeurs, en annonçant systématiquement les mêmes choses : la fin du monde si l'opinion contraire triomphe, et le bonheur magique si l'opinion obéit. La campagne pro-Macron à laquelle les médias se livrent tient du même processus. On remarquera par exemple que, lors de son meeting à la porte de Versailles, le

---

journaliste de BFM qui couvrait l'événement a, juste après le meeting, fait remarquer le nombre important de désertions de spectateurs avant la fin du discours. Dans les reportages suivants, cette mention a disparu. Pourquoi ? J'ai la conviction que les Français sont désormais suffisamment informés par Internet pour ne plus être dupes de ce genre de remises en forme qui permettent d'apporter des soutiens visibles et même voyants à des candidats.